

OSER PARLER D'URBANISME FÉMINISTE

Ariella Masboungi

Le terme « urbanisme féministe » semble faire peur. Trop radical ? Trop militant ? Trop connoté ? Tentative de définition en s'appuyant sur des exemples de pays, autres que la France, qui l'ont adopté¹.

Urbanisme féministe, terme choisi aussi bien en Espagne qu'en Amérique latine, fait souvent grincer des dents, tant il évoque pour certains la radicalité, le « wokisme », la ville genrée, la discrimination positive, etc. Des réserves qui émaneraient autant de femmes que d'hommes. Pourtant, il est revendiqué en tant que tel par nombre d'acteurs de la ville échappant à toutes ces accusations, et cela pour faire la ville meilleure. Oser les termes directs, moins nuancés et plus radicaux est souvent bienfaiteur pour échapper à la « novlangue », aux positions molles et aux détours inefficaces.

Parler d'urbanisme féministe peut paraître excessif dans des villes européennes où la démocratie est d'actualité, où le droit des femmes est reconnu, voire affirmé dans de nombreux textes européens récents – dont certains évoquent le rôle des femmes dans la gestion urbaine –, et où la femme a droit de cité dans l'espace public, contrairement à nombre de pays, dont ceux du Maghreb (où les cafés sont occupés exclusivement par des hommes), sans parler de l'oppression subie par les femmes en Iran, en Afghanistan ou en Arabie Saoudite.

Tentons de définir ce que serait un urbanisme féministe en Europe et dans d'autres pays démocratiques où cette démarche semble accessible. Ce n'est définitivement pas synonyme de production d'espaces « genrés » ; la notion serait plutôt fondatrice d'une ville pour tous. La ville serait-elle faite pour les hommes actifs circulant en voiture, comme l'affirme Elisenda Alamany, élue municipale et de l'aire métropolitaine barcelonaise ? L'urbanisme féministe échapperait à la vision dominante, sous-jacente à nombre de normes, d'habitudes et modes de faire. Il serait moins « androcentré » et fonderait une démarche s'inscrivant dans une volonté d'égalité. Cette approche féministe serait favorable à la prise en compte de tous, plus proche des usages qui évoluent à vitesse grand V. Cet urbanisme viserait à être assumé non seulement par les femmes, mais par tous, et notamment par les décideurs, les services, les professionnels et les élus.

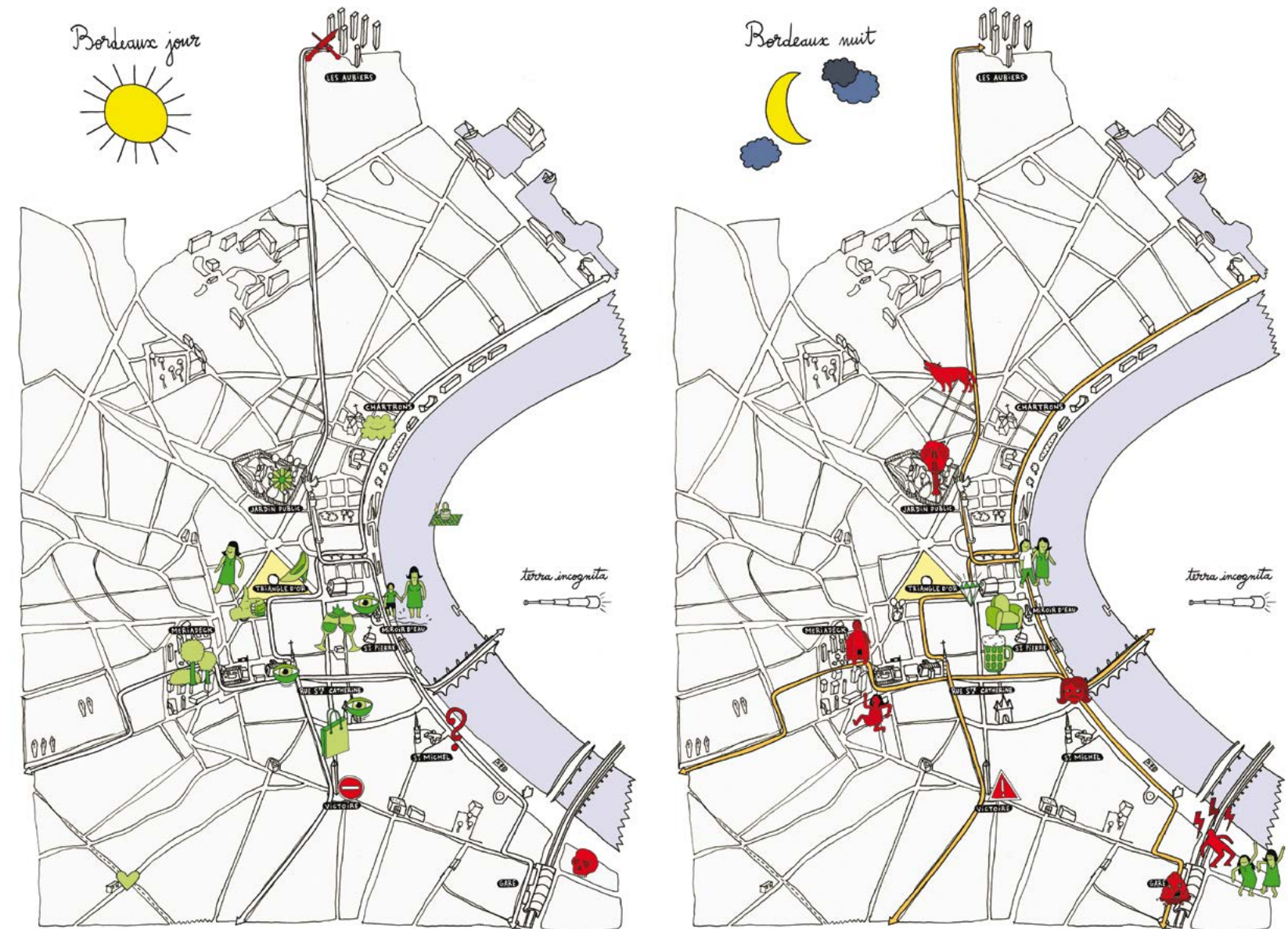
Dans cette perspective, comment penser la complexité des usages, la sécurité, le confort de la ville, la facilité des transports de toute nature ? Autant de questions qui traversent les enjeux et méthodes d'une équipe dédiée à ce sujet, comme l'est le collectif Punt 6 (*lire interview p. 53*) qui exerce tant dans l'aire régionale

barcelonaise que dans bien d'autres territoires, comme l'Amérique latine et l'Afrique du Nord, souvent en complicité avec des élues municipales et métropolitaines qui tentent de mettre en œuvre un urbanisme concerté, moins monocentré sur des usages traditionnels (sans doute dépassés), plus convivial, participatif et fécond, allant du banc public à la manière de repenser l'habitat post-Covid.

L'urbanisme féministe est sans doute l'un des grands sujets de demain, même s'il est étudié de longue date dans les « *gender studies* » et fait l'objet de nombre d'études et d'expériences en Italie, pays qui a peut-être initié le sujet avec ses « bureaux du temps », en France, en Espagne, en Autriche, au Canada, en Amérique latine et ailleurs. Une place particulière peut être faite ici à Ana Falù, architecte-activiste argentine, qui a dédié son travail aux marges – femmes en marge, marges sociologiques,

ÉTUDE 2023/2024 DU CLUB VILLE AMÉNAGEMENT

Sur proposition d'Ariella Masboungi, une étude serait lancée dans le cadre du Club Ville Aménagement, copilotée par Jérôme Goze (directeur général délégué – SPL La Fabrique de Bordeaux Métropole), pour explorer le sujet en vue d'introduire cette préoccupation dans les démarches urbaines et d'aménagement. Il semble que le sujet soit porté par nombre d'élus encore plus sensibles à la question que les urbanistes et les aménageurs. Jérôme Goze l'exprime ainsi : « *Entrer par l'urbanisme féministe pour embrasser tous les sujets évoqués supra (sociaux, environnementaux, économiques, urbains...), c'est aussi prendre la mesure des changements nécessaires dans nos métiers et nos approches opérationnelles : les nouvelles générations ne s'embarrassent plus de précautions vis-à-vis de métiers jugés aujourd'hui comme destructeurs du bien commun au mieux, comme destructeurs de valeurs au pire. Ce thème, contrairement à son titre qui pourrait donner le sentiment de provoquer – mais qui se sentirait provoqué par ce thème in fine ? – nous conduirait vers l'introduction d'une forme de nuances dans nos discours sur l'aménagement et l'urbain. Et réintroduire de la nuance dans nos couleurs primaires me semble salutaire en ces temps sauvages et incertains.* »



Cartes sensorielles de Bordeaux (diurne, à gauche, et nocturne, à droite) avec les zones avenantes pour les femmes, en vert, et les zones repousoirs, en rouge. Extrait du rapport *L'usage de la ville par le genre*, publié en 2011 et coproduit par a-urba et l'Ades-CNRS.

© a-urba/Sylvain Tastet

marges urbaines –, pour inclure dans la fabrique urbaine la diversité qu'elle considère absente... Si la place des femmes dans la ville n'est pas confortable, c'est bien parce que la fabrique urbaine a peut-être un genre, mais surtout qu'elle est principalement organisée à partir de la voiture et des trajets domicile-travail. Or cette approche très réductrice et techniciste empêche de réaliser une ville égalitaire, mixte, sécurisée, au service de toutes et tous. Prendre en compte la perspective de genre en introduisant la variable « femme » dans les questions que l'on se pose dans la fabrique urbaine amènerait à enrichir une approche qui parte de tous les usages, offrant l'occasion de nourrir intelligemment la manière de penser la ville et le territoire.

Partir des usages

Les usages de la ville sont multiples et les femmes reflètent cette complexité d'usages (travail, soin, plaisir...) par leurs activités, notamment auprès des enfants, des personnes âgées ou dans les services. Or, bien trop souvent encore la question de la mobilité n'est conçue que du point de vue réducteur du

déplacement domicile-travail. Si les acteurs qui font la ville prenaient davantage en considération les questions de mobilité sous le prisme du genre, qui recouvre de nombreux cas de figure et des modes de transport variés (à pied, en voiture, en transports en commun), les villes seraient bien plus agréables pour tous ceux et toutes celles qui la vivent. Que ce soit au Pays basque ou ailleurs, l'évolution des mentalités passe par l'action d'associations de femmes, avec pour première préoccupation la question de sécurité. Un outil souvent utilisé est celui de la carte mettant en évidence les lieux hostiles ou accueillants. Il suffit de penser à l'exemple des passerelles ou des souterrains aménagés pour éviter un axe routier ou une voie ferrée non adaptées à l'usage de la poussette pour ce qui est de la passerelle, ou à la question de l'insécurité dans le cas du passage souterrain. Au-delà, ce sont les usages des personnes à mobilité réduite, âgées, fragiles, que l'on réussira à mieux prendre en compte si l'on s'intéresse davantage aux besoins et aux usages des femmes. Les Espagnols montrent la voie, avec la généralisation de services de l'égalité dans toute commune du Pays

basque, des aides financières des collectivités et – cerise sur le gâteau – un prix national pour le meilleur projet en faveur des femmes qui offre ainsi une visibilité nationale au sujet !

L'expérience fondatrice du Pays basque espagnol

Le Pays basque espagnol serait en Espagne le fer de lance de la démarche. Rééquilibrer la place des femmes dans la ville, lutter contre les agressions, partager l'espace public, attribuer à des rues de la ville des noms de femmes, offrir un meilleur accès à la mobilité en lien avec la gestion des temporalités, travailler sur la sécurité, l'éclairage... Autant de sujets qui sont nés de luttes urbaines suscitant la création de services dédiés au sujet à San Sebastián, ainsi que d'une mobilisation forte à Irun. Il s'est agi notamment de repérer « les points critiques » et d'identifier avec la participation des femmes les lieux les plus incommodes ou dangereux de la ville, au point que celles-ci en évitent parfois la fréquentation, mais aussi de modifier les règles des schémas directeurs pour favoriser la vie urbaine des femmes, et de faire évoluer les cultures techniques pour intégrer ces questions.

L'Espagne semble prendre le sujet très au sérieux, comme en témoigne le fait que le ministère de la Cohésion des territoires couronne des projets dont le but est de mieux faire la ville pour les femmes, mais aussi les régions et la Communauté autonome du Pays basque, qui mobilise moyens et procédures dans le même but, rendant visible, voire obligatoire, cette dimension urbaine, prenant ainsi le relais de luttes urbaines en la matière. Le développement d'équipes professionnelles puissantes à Madrid, en Catalogne et ailleurs, est l'un des atouts majeurs, transformant une revendication sociale en une politique publique dotée de « services de l'égalité », de moyens et de méthodes à la clé.

Faire la ville pour les femmes, c'est mieux faire la ville

Ce sujet d'actualité, s'il en est, alimente un débat qui éclaire les moyens de parvenir à des diagnostics rigoureux, source d'actions urbaines *hard* et *soft*, de nature à faire évoluer l'aménagement et les gestions urbaines. Réussites et échecs seront à l'ordre du jour pour progresser sur un sujet essentiel pour faire la ville mixte pour tous et toutes. La chercheuse Marie-Christine Bernard Hohm, dans des études réalisées pour et avec l'a-urba, parle de ville à « haute qualité d'égalité », une belle notion à populariser.

En intégrant la perspective de genre dans toutes les problématiques urbaines, en enrichissant le questionnement sur toute action urbaine par ce biais, nous produirions une ville de meilleure qualité pour tout le monde. En favorisant la proximité et le confort de la marche, nous pourrions contribuer à agir sur le dérèglement climatique et trouver les réponses à y apporter, par le biais de l'évolution des comportements sociaux, variable sur laquelle le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) met bien l'accent, en enrichissant les approches urbanistiques et la fabrique urbaine. ■■■

✓ Cet article est nourri par une démarche entreprise par Ariella Masbouni dans le cadre des forums des projets urbains Innovapresse – à Bordeaux puis à Paris en 2022, centrée sur le Pays basque espagnol et l'aire métropolitaine barcelonaise, donnant lieu à des textes publiés dans les numéros spéciaux des forums, mais aussi à une interview dans la revue Traits Urbains. À noter la participation active à l'exploration des cas espagnols et à la rédaction des textes de Hélène Larralde, urbaniste à l'agence d'urbanisme Atlantique & Pyrénées (Audap).

LA FABRIQUE DE BORDEAUX MÉTROPOLE (LA FAB)

La Fabrique de Bordeaux Métropole a initié un projet collectif avec des étudiants de Sciences-Po et de l'école d'architecture et du paysage de Bordeaux, sous la responsabilité de Gilles Pinson, politiste, responsable du master Stratégies et Gouvernances métropolitaines, dans l'objectif d'intégrer les enseignements dans ses projets (programme « Habiter, s'épanouir – 50 000 logements accessibles par nature »).

La fabrique urbaine a longtemps ignoré la question du genre. C'est une vision très techniciste qui a souvent présidé à l'urbanisme, notamment dans la période de l'après-guerre qui voit le triomphe de l'urbanisme fonctionnaliste. Les fonctionnements urbains sont réduits à des fonctions séparées. La gestion des flux l'emporte souvent sur le souci de qualité des espaces publics. Qualité ne voulant pas nécessairement

dire cherté. La question des disparités dans l'accès aux différentes aménités qui font la ville est souvent absente. La ville est construite en fonction des besoins et pratiques d'une figure archétypale « universelle du citoyen ». À l'inverse, les pratiques et l'expérience de la ville des enfants, des femmes, des anciens, des minorités raciales sont refoulées dans une sorte d'impensé urbain. Depuis peu, cette question des inégalités d'accès et de pratique de la ville ont fait leur entrée dans la littérature en urbanisme et en sciences sociales. La question du genre notamment a fait une notable percée. En introduisant la variable « femme » dans les questions de la fabrique urbaine, on s'oblige à changer de focale et à partir des pratiques de l'espace. En effet, la ville, c'est avant tout une multiplicité d'usages : le travail, la famille, le soin, les loisirs, le commerce, mais aussi le plaisir.

L'interpellation des femmes a initialement porté sur le sentiment d'insécurité produit par l'aménagement des espaces publics ou des voiries. La prise de conscience, observée au Pays basque espagnol comme ailleurs, est souvent le fait d'associations de femmes qui mettent d'abord en évidence la question de la sécurité en repérant et en dessinant les cartes de la « ville interdite ». En abordant la mobilité sous l'angle du genre, on s'aperçoit qu'elle recouvre un champ bien plus large : se rendre au travail, mais aussi amener les enfants à l'école, faire une course, rendre visite à un parent, aller au parc, etc. Ces étudiants produiront un bilan des travaux et expériences portant sur la question du genre et de la production et de la ville et ébaucheront les linéaments de ce que pourrait être un urbanisme féministe.

Jérôme Goze